

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté**

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 6 décembre 2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2022

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Communauté de l'Agglomération Dijonnaise**

40 avenue du Drapeau  
21000 DIJON

Code AIOT : 0005401138

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement Communauté de l'Agglomération Dijonnaise implanté Rue Alexander Fleming 21000 DIJON. L'inspection a été annoncée le 06/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté de l'Agglomération Dijonnaise
- Rue Alexander Fleming 21000 DIJON
- Code AIOT : 0005401138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Dijon Métropole exploite une Unité de Valorisation Énergétique (UVE) ainsi qu'une plateforme de maturation des mâchefers issus de cette installation au droit du Chemin de la Charmette à Dijon (21). Les activités sont réglementées au titre des Installations Classées pour la Protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation non Seveso. Les activités sont également visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive) pour la rubrique 3520-a.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- points d'actualité
- suites des précédentes inspections
- contrôle vidéo des déchargements
- rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

#### **Point non abordé durant la visite:**

A titre d'information, les unités d'incinérations ne respectant pas les critères d'unité de valorisation énergétique sont soumises à l'obligation énoncée à l'article R.541-48-3 du code de l'environnement. En effet ces dernières doivent intégrer au sein de leur procédure d'acceptation préalable une

attestation justifiant la mise en place de leurs obligations de tri. Ce document, outre la liste des obligations de tri que doit respecter le producteur, doit contenir les éléments permettant de vérifier que ces obligations ont été satisfaites (exemple: attestation de valorisation pour les déchets valorisables).

Cette prescription n'est pas applicable à l'installation d'incinération de Dijon Métropole du fait de son caractère UVE. L'exploitant est néanmoins encouragé à intégrer à ses fiches d'acceptation préalables un tel document. Des modèles de documents sont disponibles sur la page du MTE à l'adresse suivante : <https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux>

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.2.4.1	/	Sans objet
11	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	1 observation
16	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Signature POI	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.5.5	/	Sans objet
3	Bassins eaux polluées et orage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.4.2	/	Sans objet
4	Stockage DASRI	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.1.4.1	/	Sans objet
5	Stockage DASRI	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.1.4.3.1	/	1 observation
6	Conditions de combustion	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.1.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
8	Mesures par un organisme externe	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 9.2.1.3	/	1 observation
9	Mesure en semi-continu des dioxines et furannes	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 9.2.1.2	/	Sans objet
10	Indisponibilité des dispositifs de mesure	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 3.3.3	/	Sans objet
12	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
13	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
14	Dépassement des VLE sur les mesures en semi-continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
15	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	1 observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, l'installation apparaît comme bien tenue et exploitée malgré quelques dépassements de valeurs limites d'émissions (VLE) atmosphériques. Un retard a été constaté dans la mise en oeuvre des contrôles par vidéo des déchargements des déchets imposés par l'article D541-48-1 du code de l'environnement mais le système devrait être fonctionnel au cours du mois de novembre 2022.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Signature POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites inspection 2021
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit, pour son établissement, un POI en cas de sinistre ...
<b>Constats :</b> Conformément à l'engagement pris lors de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 28/10/2022 le POI signé en janvier 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites inspection 2021
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de deux poteaux incendie armés, situés à moins de 100 m des bâtiments, alimentés en eau de la ville à une pression minimale de 1 bar, d'un diamètre nominal DN100 permettant de fournir chacun un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h en simultané pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;</li> <li>- d'un dispositif de rideau d'eau protégeant la salle de contrôle et d'une lance à eau, en cas d'incendie dans la fosse de réception des ordures ménagères ;</li> <li>- ...</li> </ul> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau et de la pression du réseau.</p>
<p><b>Constats : Non conformité n° 1 : L'exploitant a fait effectuer les contrôles par Ovidea le 23 décembre 2021 (le CR a été transmis par courriel du 28/10/2022). Cependant, l'exploitant confirme qu'il n'a pas fait effectuer de test en simultané comme prescrit à l'article 7.2.4.1 de l'arrêté préfectoral</b></p> <p>L'exploitant justifie cela par le risque de faire baisser la pression sur le réseau et, par conséquent, de déclencher la mise en sécurité automatique de l'usine.</p> <p>Il est convenu que les tests doivent être programmés lors des arrêts de l'incinérateur afin d'effectuer le test en simultané. <b>L'exploitant transmettra à l'inspection le résultat du prochain contrôle qu'il effectuera, incluant le test en simultané.</b></p> <p>Concernant les buses fabriquées par l'exploitant, celui-ci précise qu'il n'a connaissance d'aucune norme à respecter sur le sujet. Par courriel du 28/10/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le film d'un essai du rideau d'eau situé entre la fosse et le quai de déchargement.</p> <p>L'inspection note que le rideau d'eau concerné est celui séparant la fosse du quai de déchargement, non imposé par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant a également transmis, par courriel du 28/10/2022, le rapport daté du 10/10/2022 suite au contrôle effectué par PROMAT, comprenant la vérification de l'arrosage de la vitre pontier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Bassins eaux polluées et orage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites inspection 2021
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  ... Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce confinement doivent être actionnés en toutes circonstances, localement ou à partir d'un poste de commande. [...] La vanne est signalée par un panneau visible en permanence par les secours indiquant par exemple : « Vanne d'isolement, en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée – rétention des eaux d'extinction »</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que la signalisation avait été renforcée avec clarification du sens d'ouverture/fermeture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Stockage DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités d'entreposage DASRI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> DASRI : 500 GRV représentants environ 50 t de DASRI
<b>Constats :</b> D'après l'exploitant, une centaine de GRV sont présents sur l'installation le jour de l'inspection. L'exploitant précise que la capacité du bâtiment dédié ne permet pas d'atteindre la limite fixée dans l'arrêté préfectoral. La quantité annoncée est cohérente avec ce que l'inspection a constaté lors de la visite des installations. L'exploitant précise qu'il est en train d'arrêter de recevoir des bennes aluminium, sources de multiples pannes de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Stockage DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.1.4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réciprocité DASRI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'indisponibilité de l'incinération d'un délai supérieur à 48 heures, les DASRI sont dirigés vers une autre unité de traitement dûment autorisée et justifiant des capacités d'accueil et de traitement adaptées aux volumes à incinérer. Dans ce cadre, l'exploitant pourra être amené à modifier le conditionnement des DASRI, via un basculeur automatique permettant d'adapter le type de container au procédé de l'installation destinatrice des déchets. La procédure établissant les règles de transfert des DASRI d'un type de container à un autre sera soumise à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées. Réciproquement, après information au Préfet, l'exploitant pourra assurer la prise en charge de DASRI provenant d'une autre unité de traitement indisponible, sous réserve de compatibilité entre les volumes et la capacité de ses installations à les traiter. Dans les deux cas, un accord sera établi entre le(s) producteur(s), le(s) collecteur(s) et les exploitants des unités de traitement. Cet accord fixera notamment les dispositions requises pour assurer la prise en charge et le traitement des DASRI.
<b>Constats :</b> L'installation fonctionne en 2x8 et permet de traiter 24 GRV/h. A noter qu'une panne était en cours lors de l'inspection depuis 6h30 le matin. Quand les pannes se prolongent, l'exploitant fait appel aux producteurs pour que ceux-ci récupèrent leurs bennes et se chargent de les faire traiter dans les installations autorisées. Cependant, cette récupération des déchets ne fait l'objet d'aucune traçabilité de la part de l'exploitant. L'exploitant dispose d'un basculeur au sein de l'installation mais affirme ne jamais s'en être servi.
<b>Observations :</b> Obs n° 1 : Si les DASRI sont repris par le producteur, l'exploitant doit mettre en place une traçabilité de ces reprises, notamment au regard du registre des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Conditions de combustion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> b) Conditions de combustion : Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.
<b>Constats :</b> Lors de la visite en salle de conduite, l'inspection a constaté que la température au sein des fours faisait l'objet d'un suivi en continu. De plus, comme annoncé lors de la CSS du 9 mars 2022, les caméras thermiques ont été mises en place, facilitant le pilotage grâce à un automatisme. L'exploitant affirme avoir constaté une réduction des rejets de CO et NOx depuis le déploiement de ces caméras.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance des rejets atmosphériques. L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent. Des fréquences supérieures peuvent être définies par l'arrêté d'autorisation lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie. L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- poussières totales ;</li><li>- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;</li><li>- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;</li><li>- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés.</li></ul> Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none"><li>- le monoxyde de carbone ;</li><li>- l'oxygène et la vapeur d'eau.</li></ul> La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions. La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances .
<b>Constats :</b> Lors de la visite en salle de conduite, l'inspection a constaté que l'ensemble des paramètres faisait bien l'objet d'un suivi en continu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Mesures par un organisme externe**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 9.2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Dispositions générales.</p> <p>L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le COFRAC ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an sur les rejets des deux cheminées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu ;</li> <li>- du cadmium et de ses composés ;</li> <li>- du thallium et de ses composés ;</li> <li>- du mercure et de ses composés ;</li> <li>- du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) ;</li> <li>- des dioxines et furannes.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant précise avoir commencé les analyses Hg en prévision du BREF : les valeurs brutes sont comprises entre 10 et 50 µg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 20 µg/ Nm<sup>3</sup> en corrigé. Ils s'attendent à une valeur corrigée entre 5 et 20 et cherchent comment gagner de la marge par rapport à la VLE.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport S1 2022 rédigé par SOCOTEC (organisme agréé par le ministère) le 4 mars 2022 suite à la mission effectuée les 12 et 13 janvier 2022. Ce rapport, transmis à l'inspection par courriel du 28/10/2022, ne fait état d'aucune non conformité.</p> <p>Le 2nd contrôle semestriel est programmé au mois de décembre 2022.</p>
<b>Observations :</b> Obs n° 2: L'inspection invite l'exploitant à espacer les contrôles semestriels pour que ceux-ci ne se tiennent pas sur des mois consécutifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Mesure en semi-continu des dioxines et furannes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage maximale de quatre semaines. La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyses des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme accrédité par le COFRAC ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe. Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 3.3.2.4, l'exploitant doit faire réaliser une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes par un organisme répondant à la description ci-dessus. Les échantillons analysés pour cette mesure ponctuelle sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de six à huit heures. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant avait mis en place une mesure en semi-continu des dioxines et furanes. Les résultats transmis lors des rapports trimestriels n'appellent pas de commentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Indisponibilité des dispositifs de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation ;</li><li>• Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.</li></ul>
<b>Constats :</b> A la fin du 3ème trimestre 2022, la ligne 1 affiche un temps d'indisponibilité cumulé de 7,5h, la ligne 2 de 3h. Ceci n'appelle pas de commentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air. Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 17 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;</p>
<p><b>Constats : Non conformité n° 2 : A la lecture des bilan trimestriels, on constate plusieurs dépassements des moyennes journalières. :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en CO les 12/03 et 10/09/2022 sur la ligne 1 ;</li> <li>- en NOx les 21/05 et 30/07/2022 sur la ligne 1 ;</li> <li>- en NOx le 02/08/2022 sur la ligne 2 ;</li> <li>- en NOx, CO et HCl le 25/09/2022 sur la ligne 2.</li> </ul> <p>Dans chaque cas, l'exploitant a été capable d'expliquer l'origine du dépassement. Cependant, ceci constitue une non conformité.</p> <p>Concernant les dépassements en CO, l'exploitant indique avoir mis en place un broyage préalable des déchets encombrants qui permet une meilleure homogénéité du lit de déchets en cours d'incinération et donc une meilleure maîtrise de la qualité de combustion.</p> <p>Concernant les dépassements en NOx, un système de régulation et un « vu-mètre » ont été mis en place pour anticiper la détection des dérives lentes comme celle ayant engendré le dépassement du 21/05/2022. Par ailleurs, de nombreux dépassements avaient été constatés en 2021, souvent liés à un problème de livraison d'ammoniac.</p>
<b>Observations : Obs n° 3 : L'exploitant prévoit d'informer la DREAL lors de chaque dépassement des moyennes journalières (à l'exception des dépassements en CO et COT).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Respect des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si : <ul style="list-style-type: none"><li>- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ;</li><li>- pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral ;</li><li>- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Constats :</b> En 2022 comme en 2021, les bilans trimestriels font apparaître de nombreux dépassements concernant les moyennes sur une demi-heure pour le CO. D'après l'exploitant, ces dépassements sont la plupart du temps liés à des bouchages de trémies et/ou des mauvais passages de déchets.  L'exploitant explique que la conception du bâtiment contraint fortement la hauteur de four : la chambre de combustion a une hauteur de 7 m alors qu'un traitement optimal nécessiterait une hauteur de chambre de 15 m. Ceci engendrerait des difficultés de gestion du CO. A court terme, l'exploitant prévoit des benchmarks auprès d'autres incinérateurs. A moyen terme, une rénovation en profondeur de l'outil est prévue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 13 : Respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si : - aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ;</p> <p><b>Constats :</b> Un dépassement avait été constaté en 2020 sur le total des autres métaux, du principalement au cuivre et alors que la combustion était bonne. L'exploitant n'a pas trouvé d'autre explication que le passage d'un déchet au moment de la mesure. Depuis, aucun autre cas de dépassement sur ces paramètres n'a été enregistré.</p> <p>L'exploitant profite de l'inspection pour renouveler auprès de la DREAL son alerte concernant le problème que constitue pour la filière la présence de bouteilles de protoxydes d'azote. 1 à 2 explosions sont recensées chaque jour, principalement en lien avec la présence de bouteilles de protoxyde d'azote, ou plus rarement de bouteilles de gaz. L'exploitant souligne, en plus des dépassements de VLE que ces explosions peuvent engendrer, le risque d'accident impactant le personnel.</p> <p>L'exploitant a prévu de mettre en œuvre des campagnes de communication interne au sein de la métropole afin de mieux gérer le sujet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 14 : Dépassement des VLE sur les mesures en semi-continu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 17, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p> <p><b>Constats :</b> A la lecture des bilans trimestriels, aucun dépassement n'a été constaté sur la mesure en semi-continu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 15 : Registre déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Registres et traçabilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> <li>• la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>• le code du déchet entrant ;</li> <li>• la quantité du déchet entrant ;</li> <li>• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;</li> <li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'inspection interroge l'exploitant sur le fait que les colonnes « producteur » du registre sont la plupart du temps vides. L'exploitant explique que c'est lié à leur logiciel de suivi, qui doit être remplacé pour pouvoir communiquer avec le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS).</p> <p>Selon eux, quand les colonnes « producteur » sont vides, il faut comprendre que le transporteur est le producteur. Cependant, certains transporteurs apportent les déchets de différents producteurs, et les colonnes producteurs associés à ces transporteurs sont vides. C'est par exemple le cas pour le transporteur SETEO.</p> <p>Par courriel du 28/10/2022, l'exploitant a transmis le registre du 3ème trimestre 2022 mis à jour en complétant les producteurs. L'exploitant précise dans son message que les modèles de registres sont toujours en cours d'évolution afin de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 mai 2021.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant prévoit en 2023 des travaux sur l'accès à son site, qui ne dispose actuellement que d'un seul pont bascule. La tare des véhicules n'est donc pas une donnée mesurée mais une constante déjà connue associée à chaque véhicule et renseignée dans le logiciel. Le nouveau fonctionnement se baserait sur une double pesée des camions en entrée et sortie du site. Le projet prévoit également un aménagement du chemin de la Charmette afin de créer 2 entrées différenciées pour les poids lourds et les véhicules légers.</p> <p>L'inspection fait remarquer à l'exploitant que certains apports sont renseignés avec une pesée à 0 kg. L'exploitant indique avoir constaté ce défaut récemment sans pouvoir l'expliquer. Le changement de logiciel à venir devrait permettre de régler ce problème.</p> <p>Concernant les petites quantités apportées sur site, celles-ci seraient principalement liées à la collecte des corbeilles de rue.</p> <p>A ce sujet, il convient de rappeler que la LOI n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage prévoit la généralisation, à horizon 2025, de la collecte séparée pour recyclage des déchets d'emballages pour les produits consommés hors foyer, notamment par l'installation de corbeilles de tri permettant cette collecte séparée.</p> <p><b>Demande de compléments :</b> l'exploitant informera l'inspection quand le nouveau logiciel aura été déployé et confirmera l'absence de défauts de pesées à 0 tonne.</p> <p><b>Observations :</b> Obs n° 4: Dans le cadre de la mise en place d'un registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS), il est rappelé à l'exploitant la nécessité de:</p>

- téléverser le registre à compter de la fin de la période de tolérance (31/12/2022 repoussée au 30/04/2023 : [https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments#scroll-nav\\_7](https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments#scroll-nav_7));
- rendre la dénomination usuelle des déchets la plus lisible possible. De manière générale, il convient de préciser :
  - le type de déchet: ménager ou issu d'une activité économique,
  - la nature ultime du déchet: en ce sens les termes "DIB" sont caduques. L'exploitant est invité à utiliser les termes "DAE après mise en place d'un tri à la source". De la même manière, le terme "encombrant" est peu parlant car il ne permet pas de s'assurer qu'il s'agit d'un flux de déchets non valorisables collectés séparément en déchetterie.

Des informations sur le RNDTS sont rendus disponibles sur le site du ministère à l'adresse suivante : <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr>

- Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 16 : Contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle vidéo des déchargements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...].</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;</li> <li>- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</li> </ul> <p>III. [...] La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;</li> <li>- la finalité du traitement installé ;</li> <li>- la durée de conservation des images ;</li> <li>- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;</li> <li>- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</li> </ul> <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année.</p>

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.  
 Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.  
 Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.  
 Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.  
 Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V.- [...] Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.  
 Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :  
 1° Les agents de l'Etat mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;  
 2° [...].  
 Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.

**Constats : Non conformité n° 3 : L'exploitant n'a pas encore déployé sur son site le contrôle vidéo des déchargements. Les contrats ont été passés avec l'entreprise CHUBB qui doit intervenir pour mettre en place le système avant le 17 novembre 2022. Le retard de mise en œuvre serait notamment lié à des difficultés d'approvisionnement de CHUBB. L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 08/11/2022, la confirmation du démarrage du chantier le lendemain 09/11/2022.**

L'exploitant a présenté à l'inspection les installations prévues :

- 1 caméra pour la lecture des plaques au niveau du pont bascule ;
- 2 caméras grand angle à l'avant des camions pour lire les plaques sur la zone de déchargement ;
- 3 caméras au dessus de la fosse pour enregistrer les déchargements ;
- la possibilité à l'avenir d'associer une image à une pesée ;
- le système serait dédié pour l'enregistrement et la redondance ;
- un contrat de maintenance 24h/24 est prévu avec CHUBB avec caméra de rechange sur site, CHUBB pourrait se connecter à distance pour détecter d'éventuels défauts ;
- un double report est prévu en salle de commande (visuel en direct) et sur un écran déporté dans une salle sécurisée ;
- un système de floutage est associé.

L'exploitant affirme à l'inspection que le principal coût associé est lié à la durée de stockage des informations, nécessitant 44 To/an pour les 6 caméras.

**Demande de compléments : l'exploitant informera l'inspection dès que le système sera fonctionnel.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet